



L'Alliance franco-russe, c'est la Guerre!

Persone ne songe plus à nier que la Russie soviétique soit aujourd'hui l'alliée de la France, comme l'était la Russie tzariste de 1914. Tout ce qu'on peut dire, du côté bolchéviste ou du côté du gouvernement français, c'est que l'alliance de 1914, c'était évidemment la guerre, tandis que celle de 1935, c'est la paix.

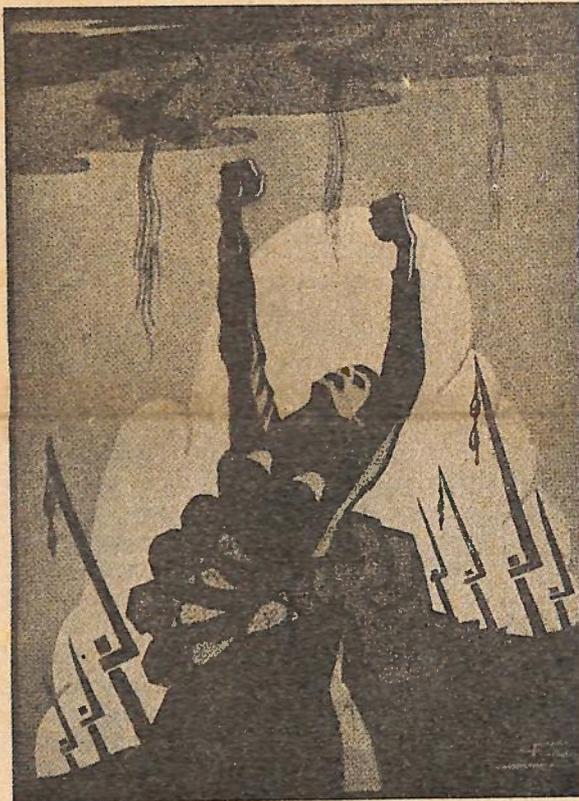
Cette affirmation repose sur deux séries d'arguments : D'abord la Russie nouvelle, puissance de progrès social, est « par cela même » une puissance pacifique, qui ne peut qu'exercer une influence heureuse sur l'alliée française, nous dit-on. Cette influence s'exercera aussi bien dans le domaine international que dans le domaine de la politique intérieure et tempèrera les menées agressives de nos marchands de canons.

En second lieu, la Russie elle-même, poursuivant une politique essentiellement « asiatique » de colonisation intérieure et de pénétration économique, a un intérêt capital à maintenir la tranquillité de ses frontières occidentales, afin de pouvoir, de l'autre côté, tenir tête à l'impérialisme japonais.

Rien de ce que nous pouvons observer actuellement ne confirme cette double hypothèse.

Au sujet de l'influence bienfaisante de l'alliance russe sur la politique de notre gouvernement, il convient de rappeler que la France bourgeoise, — s'étant annexé tout ce qu'elle peut espérer posséder de peuples et de territoires et ayant frappé l'Allemagne d'autant de restrictions et de déchéances que peut en subir un peuple vaincu — tend naturellement au maintien du statu-quo en Europe, et de ce fait même se trouve dans une position conservatrice par rapport au problème de la guerre. Cette position soi-disant « pacifique » est celle d'un homme pesamment armé assis sur les reins de son adversaire, et attendant patiemment que celui-ci, en tentant de se relever, se constitue de ce fait même l'agresseur dans un nouveau combat. Il n'y a nulle apparence que la bourgeoisie française du fait de son alliance avec Moscou, soit inclinée à tendre elle-même la main au vaincu et à lui ménager en Europe des conditions acceptables de développement et de dignité. Au contraire, l'opinion commune des bolchévistes russes et des républicains français est que le « réveil » hitlérien de l'Allemagne ne doit être toléré dans aucun domaine, de sorte que plus les choses iront mal en Allemagne, plus Hitler sera vite éliminé de la scène politique allemande et européenne.

Ceci constitue, à notre avis, une grave et pernicieuse illusion. — Autrefois cette illusion était combattue, en France même, par les communistes et les socialistes, qui dénonçaient le traité de Versailles comme un crime international et une



Terre Libre publie mensuellement les éditions régionales suivantes, rédigées et administrées selon le principe de la décentralisation fédéraliste :

Paris-Banlieue. — Marchal, 89 rue d'Angoulême, Paris XI^e.

Est. — Correspondance : Boîte postale 174, à Colmar (Haut-Rhin).

Nord-Est. — Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole à Croix (Nord).

Nord-Ouest. — E. Boclet, rue de Gamaches à Fressenneville (Somme).

Ouest. — R. Martin, Bourse du Travail, à Brest (Finistère).

Sud-Ouest. — L. Boué, sculpteur à Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn).

Centre. — R. Dugne, « Les Fichardies » au Pontel par Thiers (Puy-de-Dôme).

Midi. — A. Prudhommeaux, 10, rue Emile-Jamais à Nîmes (Gard).

Sud-Est. — Provisoirement : même adresse que l'édition du Midi.

provocation permanente à l'égard des peuples vaincus. Par le jeu des subsides et des influences de Moscou, cette position a été abandonnée en faveur de la nouvelle vérité bolchéviste, ainsi formulée par Radek dans les *Ivestia* : « Le Traité de Versailles est la suprême garantie de la paix, et l'Allemagne doit être mise dans l'impossibilité de le violer. »

La guerre ne fait que gagner à cette évolution de l'opinion de gauche. La visite de Pierre Laval à Moscou, universellement acclamée par la presse française bolchévisante et bourgeoise, scelle une nouvelle union sacrée du militarisme français sur la base de la loi de deux ans, de l'encerclement armé de l'Allemagne, et de la collaboration étroite des forces militaires franco-russes pour la garantie réciproque des frontières de Versailles.

Que d'autres, dans *Le Temps*, *Le Matin*, ou le *Bulletin quotidien du Comité des Forges*, voient là un gage de progrès et de paix pour la France et l'Europe, nous n'avons pas à nous en étonner. Mentir, c'est le métier de ces messieurs.

**

Reste la deuxième partie de la légende. La Russie, « puissance de paix », se refusera toujours, nous dit-on, à se mêler aux querelles des impérialistes européens. Ne serait-ce que pour mieux surveiller son rival oriental, le Japon ! Elle s'opposera de la part de l'allié français à toute politique d'aventure en Europe, et le conduira « sur le chemin du désarmement ».

Cette assertion est déjà démentie par les faits. Non seulement l'alliance franco-russe qui totalise les deux plus grandes forces terrestres et aériennes de l'Europe, n'a pas été considérée de part et d'autre comme une occasion de réduire le poids des armements, mais les deux pays se sont officiellement engagés « à ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur défense nationale ». Le communiqué officiel (déjà !) signé Molotoff, Litvinoff, Laval et Staline, et daté du 15 mai, affirme aussi que la Russie « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ». Et M. Laval, en retour, complimente le général Vorochiloff en ces termes : « Vous avez de beaux appareils ; vous avez de valeureux pilotes et vous êtes un grand chef ! »

Qu'on suppose un instant que de telles paroles aient été adressées par un Jean Goy quelconque au général Goring, ministre allemand de l'aviation ; que le défilé ait eu lieu au rythme du « Horst-Wessel-Lied » et du « Deutschland uber Alles »,

au lieu d'être scandé par la « Marseillaise » et l'« Internationale » ; que le Plan quinquennal, cette œuvre formidable d'équipement militaire et industriel ait été entrepris par Hitler ; qu'il ait abouti à la mise sur pied d'une armée permanente de près d'un million d'hommes formidablement équipée, à l'instruction militaire et aéro-chimique de treize millions de jeunes gens ; et à la création d'un immense élan de fanatisme national ! Ne serait-on pas en droit d'affirmer que la Paix est en danger, et qu'une force pareille représente un péril universel ? Et pourtant, de la part d'une Allemagne environnée d'ennemis, la provocation serait moindre que de la part d'une Russie parfaitement stabilisée, alliée aux plus grandes puissances militaires et navales de l'univers.

Nos bolchévisés naïfs sont prêts à croire que cette force gigantesque est nécessitée par le maintien de la sécurité en Extrême-Orient, où le Japon et les Etats-Unis s'affrontent. Qu'ils nous permettent de leur rappeler qu'aucune coalition mondiale, même celle de 1919-1920 qui groupait tous les impérialismes du monde, n'a réussi à prévaloir sur la défensive russe. Le corps expéditionnaire japonais a trouvé son tombeau dans les steppes de Sibérie, comme l'ont trouvé ça et là les envahisseurs anglais, américains, français, polonais, tchéco-slovaques, etc... Les armées russes elles-mêmes, sous Korniloff, Koltchak, Denikine et Wrangel, n'ont rien pu contre le paysan russe défendant son propre sol. Et c'est par 120.000 miliciens à peine armés, à peine vêtus, que les légions de Pilsulski furent reconduites jusqu'aux murs de Varsovie, grâce à l'aide des populations laborieuses de Pologne. A qui fera-t-on croire désormais que l'Armée Rouge et l'Ossaviachim répondent à une finalité défensive ? A qui fera-t-on croire que les quadrimoteurs de bombardements « les plus formidables du monde », construits *entièrement en Russie*, sont plus nécessaires au peuple russe que le pain, qu'il ne mange *pas encore* à sa faim ?

*
**

Et à qui fera-t-on croire enfin que la diplomatie soviétique, dont la conduite machiavélique n'est guère ignorée des hommes politiques de ce pays, n'a pas pour but suprême la revanche de Brest-Litovsk ?

Il ne faut pas l'oublier, le traité par lequel la Russie rouge fut amputée des parties les plus prospères et les plus peuplées de l'Empire des tsars, ne fut jamais considéré par Lénine et par ses disciples que comme une trêve de courte durée, en attendant l'occasion de jouer la seconde manche. Cette occasion, les bolchévicks l'ont d'abord attendue de la révolution allemande. Ils ont poussé à grand renfort de millions de roubles leurs hommes d'état favoris, Haase et Dittmann sur l'échiquier de la prise du pouvoir. Ils leur ont sacrifié les spartakistes, ces enfants perdus de la révolution, dans la tourmente sociale de janvier 1919. Mais le sacrifice de l'avant-garde entraîna, comme toujours, la capitulation des conciliateurs, — et il fallu chercher autre chose.

En 1922-1923, ce fut la poussée nationaliste en Allemagne, et la guerre de la Ruhr. Le gouvernement des Soviets créa sur son propre sol des usines allemandes de munitions, d'aviation et de gaz asphyxiants à l'usage de l'armée allemande, passa des accords militaires secrets et favorisa la Reichswehr noire. Le P. C. A. dénonça les traîtres, les capitalistes juifs, « l'impérialisme de queue », et emboucha en Allemagne même, le clairon de la guerre de revanche et du nationalisme intégral. C'était le temps où Clara Zetkin, à la tribune du Reichstag, promettait à la Reichswehr la collaboration de l'Armée Rouge, où le fasciste comte Reventlow faisait assaut de patriotisme avec Radek dans les propres colonnes de la *Rote Fahne*, et où la presse communiste toute entière érigeait en martyr national le provocateur nazi et agent double Schlageter, exécuté par les troupes françaises. Le hardi coup de dé qui devait reconstituer l'unité

allemande, et l'unité russe sur les ruines de la Pologne, des Etats Baltes et de la Tchéco-Slovaquie s'avéra trop hasardeux. Et le P. C. A., sur le point de prendre la tête de la croisade antipoincariste en Europe par un coup d'Etat sensationnel... reçut de Moscou le contre-ordre de la dernière heure ! (Octobre 1923). Pour un temps, la diplomatie russe allait renoncer à déclencher un Trafalgar européen, et orienter ses visées vers le front extrême-oriental.

Jusqu'en 1932, les positions de la pénétration russe en Chine, le chemin de fer de l'Est chinois et la Mongolie extérieure, furent jugées d'une telle importance qu'on leur sacrifia délibérément la révolution chinoise, la paix internationale et l'unité du prolétariat mondial. L'état de guerre fut pratiquement réalisé entre les troupes chinoises et soviétiques, et les ouvriers de tous les pays furent appelés à soutenir internationalement les fournisseurs de guerre et bailleurs de fonds capitalistes de l'Union Soviétique, tout en sabotant et boycottant ceux de la République chinoise. La même tactique fut préconisée de nouveau à propos du différent russo-japonais, et l'union sacrée s'établit pour la première fois, sur ce terrain inattendu, entre l'U. R. S. S. et les rivaux impérialistes du Japon : Etats-Unis, Italie et Grande-Bretagne. C'est seulement après avoir sacrifié les traditions les plus sacrées de l'internationalisme prolétarien à la possession d'un tronçon de l'Est chinois que les gouvernants russes s'aviserent de céder au Japon le dit chemin de fer moyennant quelques millions de roubles. Mais ce dénouement inattendu préparait une trahison mille fois plus odieuse encore.

En 1930, le Parti Communiste Allemand, se proclamant « seul parti intégralement national », avait remporté aux élections générales un succès véritablement triomphal. Dans les années 1931-1932, son avance s'accrut de mois en mois, sur le terrain de la propagande chauvine, jusqu'au moment où le parti hitlérien menacé dans ses positions, se vit arracher un moment l'hégémonie dans la lutte contre le système de Versailles (novembre 1932). Durant toute cette période, l'ennemi n° 1 du bolchévisme en Allemagne fut représenté non pas par le fascisme de droite dont on se contentait d'imiter les revendications en les exagérant, mais la social-démocratie, c'est-à-dire le parti de la politique nationale de rapprochement avec l'Entente. A la fin de 1932, face à la social-démocratie, le Parti communiste allemand était devenu le parti de la politique nationale « de revanche et de révolution » et recevait l'adhésion enthousiaste de nombreux éléments fascistes. Thaelmann pouvait alors proclamer devant le XI^e Plénum que le P. C. A. allait marcher au pouvoir et entraîner derrière lui les masses hitlériennes et social-démocratiques. En septembre 1932, le n° 11 des *dossiers de l'Agitateur* (supplément aux *Cahiers du Bolchévisme*) commentait ce texte en déclarant : « *En fait Hitler a capitulé devant le système de Versailles et, en particulier, devant l'impérialisme français* » (page 17). « *Hitler est prêt à conclure une alliance militaire avec la France* » (page 18). « *Seul le P. C. A. a posé devant les masses nationales le mot d'ordre de la révolution populaire sous l'hégémonie du prolétariat contre l'esclavage de Versailles* » (page 29).

Il est impossible de comprendre le renversement de la situation en janvier 1933 et la capitulation du Parti Communiste Allemand à l'apogée de sa puissance, si l'on ne tient pas compte des buts réels de la diplomatie soviétique. Le rôle effectif du P. C. A. sur l'échiquier européen a consisté à brusquer la « révolution nationale » et à contraindre Hitler à prendre le pouvoir avec un programme de liquidation brutale du Traité de Versailles. Ce renversement décisif dans la politique allemande a permis à la diplomatie soviétique de liquider l'alliance traditionnelle avec l'Allemagne et avec les pays semi-colonisés, victimes du traité de Versailles et de l'impérialisme occidental. Elle lui a procuré l'occasion longtemps attendue d'une al-

liance militaire, économique et politique avec les pays capitalistes les plus puissants, les plus riches, les plus stables et les mieux armés : France, Italie, Grande-Bretagne, Etats-Unis. Tout en restant territorialement parlant, au nombre des vaincus de la dernière guerre, l'U. R. S. S. a pris rang dans la politique mondiale à la tête du clan impérialiste constitué par les vainqueurs. C'est pour le gouvernement de Staline une occasion magnifique de régler avec l'Allemagne et la Pologne le vieux compte resté ouvert à Brest-Litovsk et à Riga, tout en faisant officiellement figure de nation agressive et de conservatrice du statu-quo versaillais. Tout en subissant, dans le cours des hostilités, le minimum de risques et de pertes, la Russie Stalinienne assisterait, triomphante, à l'entre-écrasement des principales puissances européennes, la France et l'Allemagne. Cette lutte acharnée des adversaires « héréditaires » lui donnerait l'occasion comme en 1917-1919 de reconquérir son indépendance totale en Europe occidentale et en Asie et d'avoir de nouveau les mains libres pour accomplir ses destinées. Les bolchévicks occidentaux les plus sincères acceptent au fond du cœur cette perspective, en pensant que, des ruines de la Guerre, la puissance soviétique fera surgir « l'internationalisation de la Révolution ». De sorte que le but final du cataclysme européen déclenché par la Russie serait d'établir Thorez en France et Thaelmann en Allemagne !

Nous ne sommes d'accord avec eux ni sur les buts, ni sur les moyens et nous ne croyons pas non plus que Staline soit effectivement lancé à la poursuite de ce que nous considérons comme une sanglante et grotesque utopie.

La raison pour laquelle nous ne croyons ni au succès de Thorez en France, ni à celui de Thaelmann en Allemagne, ni à la possibilité pour Staline de mener une guerre « d'internationalisation du régime bolchéviste », c'est que les destinées politiques de Thorez, Thaelmann et Staline et des partis ou tendances qu'ils incarnent sont indissolublement liées aux destinées de la bourgeoisie capitaliste ou bureaucratiques dans leurs pays respectifs, c'est-à-dire au principe de la politique nationale. Ils ne peuvent pas plus se détacher historiquement du principe national, que l'ombre ne peut se détacher du corps. Et puisque Laval fait précisément ce que ferait Thorez, Hitler ce que ferait Thaelmann et Staline ce qu'aurait fait Milioukoff au nom de ce même principe national, il n'y a aucune raison de croire que Thorez puisse jamais se substituer à Laval et Thaelmann à Hitler, après que leur principe politique commun se sera effondré dans le sang d'une guerre mondiale. Et il n'y a pas non plus de raison de croire que Staline puisse sauter au-dessus de son ombre, qui s'appelle Milioukoff ou le nationalisme russe.

L'Alliance russe mène à la guerre, et la guerre en elle-même ne mène à rien qu'à l'extermination de quelques générations humaines et à la faillite de tout idéal humain.

C'est un devoir sacré pour tous ceux qui ont compris à quelle impasse ou à quelle catastrophe le bolchévisme mène le mouvement ouvrier de ce pays de réagir avec vigueur, et s'il le faut de tout subir plutôt que de laisser se consommer l'inevitable crime : l'entre-extermination des prolétaires de tous les pays pour le compte du trio Schneider-Mussolini-Staline. Il est temps que les antifascistes comprennent qu'il n'y a pas d'autre moyen de combattre Hitler que de lutter sans rémission contre le militarisme et le fascisme de notre propre pays. Nous ne possédons qu'un seul moyen d'échapper à la guerre : c'est de reconstruire le mouvement prolétarien sur des bases qui soient la négation radicale de l'Etat national, incarnation de la société bourgeoise ! Nous ne disposons que d'une seule alternative à la tyrannie capitaliste, exterminatrice de l'humanité : c'est la Révolution libérale et fédéraliste des travailleurs du monde ! Nous ne pouvons compter que sur une seule force : l'Esprit de révolte et l'émancipation psychologique de l'individu !

A. P.

Tout le pouvoir aux soviets?

Ci-dessous nous publions deux écrits de discussion dont les conclusions sont différentes. Le premier, dû à la plume de notre regretté camarade Mühsam est un plaidoyer en faveur du système des soviets ou conseils ouvriers comme organe révolutionnaire unique prenant en main le contrôle de toute les fonctions sociales, sans admettre aucune tutelle de Parti ou d'Etat. Il est parvenu à notre connaissance par l'intermédiaire du périodique américain *Vanguard* (communiste libertaire) qui l'a publié en anglais. A ce moment, notre collaborateur A. P. qui fut longtemps partisan de la même théorie, venait de mettre la dernière main à un article où il s'efforce précisément de réfuter la formule « totalitaire » de la révolution (communaliste, syndicaliste ou soviétique) pour lui substituer l'idée de l'émancipation continue et illimitée des masses sans monopolisation structurelle des fonctions sociales. Nous livrons ces deux opinions à l'examen et au jugement de nos lecteurs, en les éclairant de quelques notes.

I

...Pour autant qu'il s'agit de la structure, de l'idée générale et des tâches du système des conseils, il règne dans le public les conceptions les plus étranges. Même dans les organisations ouvrières libertaires, nous voyons se manifester les avis les plus contradictoires sur la question de savoir comment les « soviets » doivent être organisés et utilisés. La confusion générale a été augmentée par l'introduction du système des conseils ouvriers dans les lois de l'Etat et dans les méthodes de la production capitaliste en Allemagne. Lorsque les ouvriers réclamèrent pour eux-mêmes le droit de contrôler la production et les méthodes de travail, cette revendication parut satisfaite par le droit qu'on leur garantit de former des délégations d'usines et de les baptiser « conseils d'entreprise » (1). Le domaine d'intervention de ces soviets était déjà très limité, mais leurs droits étaient encore minimisés du fait que l'élection était basée sur le système parlementaire des listes politiques, laquelle est en contraste absolu avec l'idée des soviets, mais permet de maintenir ces organisations sous le contrôle des partis.

Ailleurs — là-même où la révolution et le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » avaient apporté la victoire aux paysans et aux ouvriers — les soviets devinrent un instrument d'Etat et de Parti au lieu de rester le facteur décisif de la vie publique en lui conférant un caractère socialiste (2). Si cependant, de ce qui arriva ici et là, les anarchistes tiraient la conclusion que l'idée soviétique, dans son ensemble, n'a rien à faire avec la liberté, ils commettraient la même faute que ceux qui repoussent l'idée même de loi sociale, à cause des aberrations de la loi imposée par l'Etat. La falsification d'une idée ne suffit pas à prouver que cette idée elle-même est fautive.

Les soviets sont les organes de la communauté socialiste et, comme tels, les représentants de toute l'humanité qui travaille pour le bien commun.

Par le moyen des soviets, chacun dans la masse des travailleurs prend sa part dans la vie sociale

(1) La loi sur les conseils d'entreprise, œuvre du gouvernement social-démocrate, reste en fonctionnement sous le régime hitlérien, sans aucune modification apparente.

(2) En Russie, le rôle des Soviets locaux a progressivement reculé jusqu'à devenir simplement équivalent à celui des municipalités soumises au joug des préfets. Quant aux Soviets d'entreprise, rien ne les différencie des organismes analogues existant en Allemagne et en Italie, ou institués en France pendant la guerre de 1914-1918.

et publique. Lorsque l'exploitation aura été supprimée, quiconque ne se place pas lui-même en-dehors de la société, assumera quelque service social dans le cadre des soviets. Seulement, pendant la transition révolutionnaire devront être tenus à l'écart des soviets tous ceux contre qui la révolution est en lutte. Comme le premier devoir des soviets est d'abolir l'exploitation capitaliste et de réaliser la communauté socialiste, des gens qui ne veulent pas le socialisme ne peuvent être admis à la tâche de le construire. Pendant cette période, le rôle spécial des soviets sera d'appliquer les décisions de la classe prolétarienne, de briser les mouvements de la contre-révolution et de s'opposer à la formation de nouveaux systèmes de gouvernements qui pourraient se présenter comme les protecteurs de la révolution et se réclamer du pouvoir soviétique et de la dictature du prolétariat, dans le seul but de se fortifier dans le pouvoir et d'agir comme les dictateurs.

Les anarchistes ont raison lorsqu'ils évitent autant que possible de recourir à l'expression « Dictature prolétarienne ». — Et pourtant, une interprétation correcte du terme soviétique pourrait, sans autre restriction, écarter tout ce qui n'est pas la simple rupture, par le prolétariat lui-même, de tout ce qui s'oppose à la révolution. La suppression violente des menées contre-révolutionnaires au moyen de la lutte armée, des tribunaux populaires et autres mesures de sécurité est nécessaire aussi longtemps que la classe vaincue possède encore quelque pouvoir et quelque moyen d'attaquer les droits des ouvriers révolutionnaires. Une dictature révolutionnaire de classe est indispensable pendant la période de combat, pourvu que cette dictature se confonde avec la révolution elle-même. A part cela, aucun groupe révolutionnaire particulier, aucun parti ou corps séparé de sélection révolutionnaire ne peut, en quelque circonstance que ce soit, être autorisé à gouverner et à persécuter les prolétaires socialistes. La dictature du prolétariat est, aux yeux des marxistes, la dictature de l'exécutif du parti marxiste. C'est une puissance qui plane au-dessus des soviets et s'attribue le droit de faire les lois, de lever l'impôt, de parler au nom de la révolution, voire même de déclarer la guerre ou de signer des traités avec les gouvernements étrangers. Cette clique de parti est censée occuper le pouvoir à titre provisoire, en attendant que le socialisme se soit étendu partout. Mais étant donné que tout gouvernement centralisé repose sur la puissance d'Etat, affirme la prépondérance de l'autorité, poursuit la création de privilèges et conspire contre l'égalité — une telle dictature ne ferait que paver la route pour l'oppression de classe, en conduisant à de nouvelles formes d'exploitation et en faisant revivre les maux qui ont été balayés par la révolution. Le socialisme ne peut donc être atteint en aucun cas sous cette forme de la soi-disant dictature prolétarienne, car le nouveau pouvoir ne consentirait jamais à abdiquer jusqu'à ce qu'une nouvelle révolution n'ait restitué tout le pouvoir aux soviets...

Erich MUHSAM.

II

« Tout le pouvoir aux soviets » se présente historiquement comme une formule révolutionnaire bâtarde. C'est la revendication de la liberté exprimée en termes d'autorité.

Vis-à-vis du gouvernement de Kerensky et de la Douma, avec tout son appareil administratif hérité du tzarisme, « Tout le pouvoir aux soviets » se présente comme une formule révolutionnaire. Le

gouvernement parlementaire prétendait se placer au-dessus des soviets, les dominer, définir leurs attributions et fixer des limites à leur initiative. Aux yeux des ouvriers et paysans russes, aux yeux des soldats et marins révolutionnaires, le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets » signifiait évidemment : *Pas de pouvoir au-dessus des soviets!* Il servait à briser le vieux monopole politique et national de l'Etat, à disloquer le système bureaucratique, militaire et policier et à forcer les portes de la liberté. C'est en ce sens qu'il est possible de lui reconnaître un contenu vraiment fédéraliste et socialiste.

Mais un mot d'ordre n'en reste pas moins un mot d'ordre, et l'acclamation d'un pouvoir spécial. Lorsqu'un pouvoir quelconque est identifié artificiellement à la révolution toute entière, il devient rapidement un facteur de contre-révolution. La phrase reste la même, il suffit de changer l'accent. Dire : « *Tout le pouvoir aux Soviets* », c'est affirmer en même temps que l'initiative des masses ne peut en aucun cas dépasser le cadre du nouveau régime, le déborder, ni chercher au-delà des formes complémentaires ou renouvelées d'expression. C'est opposer le système soviétique, comme une barrière, à tout élargissement ou progrès futur, et cela même si, dans son contenu actuel, le soviétique se trouvait fossilisé, dégénéré, abâtardi et corrompu, comme ne manquent pas de le devenir toutes les organisations qui ont en vue leur propre conservation et celle de leurs prérogatives.

Quand bien même on substituerait à la formule russe de 1917, une formule apparemment différente : « Tout le pouvoir aux syndicats » — « Toute l'économie aux fédérations d'industrie » — « Toute l'administration aux communes » — le caractère totalitaire positif du mot d'ordre n'en subsistera pas moins, après que ce sera évaporé le contenu révolutionnaire de la revendication négative.

Ce qu'il faudrait dire, c'est : « *Pas d'autorité sur le syndicat* », « *Pas de gouvernement dominant la Commune* », « *Pas d'administration au-dessus des producteurs-consommateurs librement fédérés*. » Et par là, on définirait clairement l'étape immédiatement réalisable de la révolution, sans prétendre définir la révolution toute entière par cette seule étape, l'y fixer, l'y arrêter, et enchaîner avec elle tout l'avenir de l'humanité.

La revendication que comporte immédiatement la critique de toutes les institutions collectivistes vicieuses et dénaturées par l'exploitation capitaliste, la hiérarchie administrative et l'autorité des lois, c'est évidemment la libération de ces institutions enchaînées par l'Etat centralisateur et la corruption ploutocratique. En ce sens, nous ne cesserons de réclamer, jusqu'à ce qu'elle soit pleinement réalisée, l'autonomie du syndicat, de la coopérative, de la commune rurale, de l'atelier collectiviste, vis-à-vis des formes de contrainte sociale qui leurs sont imposées.

Mais cela veut-il dire que nous puissions accepter une nouvelle monopolisation de toutes les fonctions sociales, ou même d'une seule d'entre elles, dans les mains de l'une quelconque de ces institutions arrachées au joug de l'Etat bureaucratique ? Poser la question, c'est y répondre. Car poser la répartition des fonctions politiques (ou économiques) entre des organismes représentatifs des éléments abstraits de la société (ou dépositaires exclusifs de certains intérêts) c'est restaurer l'Etat sous sa forme parlementaire ou sous sa forme corporative ; c'est nier le fédéralisme et trahir la révolution.

A. P.

La Vie du Mouvement Libertaire

A titre de Rappel

Le Projet d'Organisation du groupe du 20^e est pour l'instant en circulation ; il suit son cours — pour parler en style de communiqué. — Peu de réponses, beaucoup de silences : tel est, sans fard, le bilan actuel de la consultation. Les raisons probables en sont multiples : lassitude, incompréhension, défiance, crainte, routine, toute la séquelle des mauvais et des non-vouloirs. L'inertie d'ici, de là, de partout, est un poids lourd à remuer. Et la grue de mille tonnes ne figure pas dans notre équipement de prospection.

Nous avons le pressentiment de cette difficulté. N'ayant point hésité cependant à prendre l'initiative utile, nous demeurons fermement attachés à la continuer. L'avenir nous donnera quitus de l'effort d'aujourd'hui, soit d'une manière directe par la réalisation positive de notre vœu, soit par une voie détournée dont l'instigation originale nous reviendra — en toute modestie.

Dans l'un ou l'autre cas, nous aurons la satisfaction d'avoir contribué à une besogne d'intérêt général. Il suffirait que chacun *sache ce qu'il veut*, puis *fasse ce qu'il peut*, pour qu'à point voulu par une active et patiente préparation des esprits, le regroupement anarchiste devienne une réalité.

C'est là notre ambition et nulle autre. A qui en douterait nous laisserons la gratuité de son scepticisme, voire au pire, de son dénigrement. La meilleure critique, en toutes choses, est celle qui, passant de la glose négatrice à l'action, confirme l'erreur par la preuve concrète, le mal par le bien. Qu'on nous permette de souligner cette vérité élémentaire, ce lieu commun un peu trop négligé.

La provenance des premières réponses recueillies ne laisse pas d'être plutôt paradoxale, si l'on se rapporte au but d'ordre collectif de notre Projet. Ainsi c'est l'individualiste E. Armand, l'en-dehors à qui suffit l'Unique, qui reconnaît après étude que notre plan d'organisation est « l'un des meilleurs, des mieux charpentés, des plus sérieux, qui soient parvenus à sa connaissance ». Réserve faite de son abstention conséquente de lui donner une adhésion effective. C'est Barbedette, type de l'intellectuel indépendant, qui nous envoie son appréciation brève mais cordiale. C'est Fortin, le franc-tireur de la *Revue Anarchiste*, qui fait mention de notre ours dans ses pages.

Le paradoxe ne réside pas où l'on pense. N'est-il pas, en vérité, du côté de ceux dont la tendance doctrinale abonde dans le sens de l'unité organique et qui, pour des raisons que la raison ignore, marquent leur complet désintéressement d'un essai conçu à leur intention ?

Cet essai vaut ce qu'il vaut — sans plus. Rien n'empêche de faire connaître l'estime qu'on peut en avoir. De le reprendre sur nouveaux frais, d'y ajouter, de retrancher, de lui apporter tels amendements et retouches qu'une large discussion aura révélés nécessaires. Au besoin, de lui substituer un autre reconnu meilleur, après coup.

Pouvons-nous espérer que cette exhortation sera entendue, comprise de tous ? C'est un souhait que, pour notre part, nous ne nous lasserons pas d'exprimer, persuadés qu'il éveillera petit à petit une volonté d'agir, condition indispensable et primordiale d'une renaissance de l'anarchisme.

Le Groupe indépendant du 20^e (Paris).

(La suite au prochain numéro).

La Crise actuelle

La crise actuelle semble être née d'un conflit entre la production de qualité et la production de masse.

Dans ce conflit, deux civilisations s'opposent :

L'une méditerranéenne d'essence latine qui a fait une place aux valeurs spirituelles, artistiques et intellectuelles en encourageant l'effort individuel pour la recherche de la qualité.

L'autre d'essence anglo-saxonne et de conception toute différente n'a pour but que la recherche exclusive du bien-être purement matériel, en négligeant la production de qualité pour la production de quantité, c'est-à-dire massive, en vue de la satisfaction de besoins illimités. Cette civilisation a engendré les grands trusts et cartels industriels, lesquels, alimentés par le large crédit des banquiers, ont amené l'orgie et l'instabilité. Le scandale des Kreuger (Suède), Stinnes (Allemagne), Oustric (France), Lowenstein (Belgique) en sont les exemples frappants. Il s'est produit une réaction sur le plan politique qui est la cause des troubles actuels.

Karl Marx, prophète de malheur, avait annoncé l'avènement du communisme comme terme conséquent, normal et inéluctable à l'évolution capitaliste dans les pays les plus industrialisés. Or, l'expérience communiste s'est faite en Russie, pays précisément non industrialisé mais agricole, alors qu'aux Etats-Unis d'Amérique, pays le plus industrialisé du monde, le marxisme n'a pas trouvé d'écho.

Ce fait, à lui seul, démentirait Marx, si nous ne savions par ailleurs que le marxisme n'est pas viable, attendu qu'il repose sur une base reconnue totalement fautive.

La Russie Nouvelle, avec son culte effréné du machinisme, ressemble aux Etats-Unis, et son dictateur Staline la conduit à la folie collective et à l'abîme. On peut affirmer sans crainte que l'industrialisation à outrance conduira l'U. R. S. S. à la conquête des marchés asiatiques et que c'est la pensée intime des dirigeants soviétiques.

C'est une grave erreur que de croire comme l'ont fait certains, dont Dubreuilh dans son livre « *Standards* », que le progrès moral suivait une ligne parallèle au progrès matériel, c'est-à-dire au machinisme. Je cite à ce propos l'extrait d'un article paru dans le quotidien *l'Œuvre* à la date du 14 novembre 1932, sous la signature de l'écrivain américain Warren C. Kindcaid.

En 1916, dit cet écrivain, on a établi pour 1.700.000 soldats américains, représentant toutes les classes de la population, une fiche individuelle basée sur les méthodes du savant français Binet. Cette fiche, à la suite de mensurations physiques et intellectuelles, donnait le quotient d'intelligence de chaque soldat. On arriva aux conclusions suivantes :

- » L'âge mental moyen des américains est celui d'un enfant de 14 ans ;
- » 45% de la population ne développe jamais une mentalité supérieure à celle d'un enfant de 12 ans ;
- » 14 millions sont d'une intelligence supérieure ;
- » 4 millions et demi seulement peuvent être classés parmi l'élite de la nation.

Cette menace de dégénérescence est telle qu'un auteur américain, Lloyd Groves, a écrit :

- » Dans peu d'années, la majorité des citoyens seront incapables de juger les problèmes politiques et sociaux qu'ils auront à résoudre comme électeurs. La seule solution compatible avec l'intérêt de la nation, est une dictature des élites. »

C'est une erreur de croire que l'Etat a le pouvoir de rétablir un équilibre économique rompu : Aucun des plans proposés jusqu'à ce jour n'a donné la solution de la crise. Le plan Roosevelt a fait faillite ; les industriels américains s'insurgent contre l'Economie dirigée et réclament à grands cris le retour à la liberté comme condition du redressement économique ; le plan de Man s'avère comme inopérant.

La dictature des élites, préconisée par Groves, c'est tout simplement le fascisme avec comme corollaire le corporatisme, genre « Mussolini ».

Certes, le corporatisme mussolinien a liquidé le capitalisme libéral, cause du chaos actuel, mais il admet un pouvoir autoritaire, et nous savons à quels abus conduit l'autorité.

Cette période d'autorité, dit Mussolini, n'est que transitoire, car l'organisation de l'économie de la nation par les syndicats sera tellement forte, qu'elle se substituera, en la rendant inutile, à l'autorité politique qui, elle, ira en décroissant ! Comme preuve, Mussolini nous donne l'assemblée des Corporations faisant place au Parlement. Mais à la tête de ces corporations nous voyons toujours le dictateur, le tyran.

Lénine aussi disait que l'Etat prolétarien, dictatorial au début, tendait par la suite à s'affaiblir pour finalement disparaître. Nous en savons quelque chose.

Fascisme et communisme se rejoignent. En Russie, un fonctionnaire peut priver l'ouvrier de sa carte de travail et la voilà réduite à la mort lente ; en Italie, le retrait ou la non-délivrance de la carte syndicale conduit au même résultat.

L'histoire nous apprend que la perte des libertés économiques entraîne automatiquement et obligatoirement la perte des libertés politiques.

Ce à quoi nous aspirons et ce que nous voulons, nous travailleurs, c'est vivre matériellement, intellectuellement et spirituellement d'une vie véritablement humaine, dans le cadre d'une civilisation et au milieu des richesses immenses que nous avons créées. Vivre hors la contrainte d'un Etat totalitaire empiétant sur notre liberté individuelle.

Si, dans la crise présente, la France demeure le pays le moins éprouvé, c'est parce qu'il est, malgré tout, le rempart de la liberté. Nos efforts doivent tendre au maintien de ces libertés et à leur accroissement dans une lutte acharnée contre le fascisme et le communisme.

C'est l'avenir qui sanctionnera ces efforts.

GABRIEL PÉRÈS.

S. CASTEU est mort

Au moment d'envoyer notre copie, nous recevons cette bien douloureuse nouvelle.

« Camarades de *Terre Libre*,

» Casteu, malade depuis 10 mois, est mort samedi 18 mai, à 6 heures du matin, à l'hôpital Broussait, à Paris, après avoir bien souffert. Il sera incinéré jeudi 23 mai, à 11 heures du matin. Réunion au Colombarium du Père-Lachaise.

» Salut fraternel : *Sa Compagne*. »

Nous adressons nos sincères condoléances à la fidèle compagne de notre vieux militant libertaire. Pendant plus de dix ans, Casteu s'est donné complètement à la propagande régionale de *Germinal* dans l'Oise et nous savons le dévouement sans bornes qu'il apportait dans la tâche qu'il avait choisie librement. Si la santé de notre regretté compagnon n'avait pas été ébranlée, nous l'aurions eu parmi les propagandistes et animateurs de *Terre Libre*. C'est une perte pour le mouvement anarchiste que nous ressentons douloureusement.

Comité International contre la Répression anti-prolétarienne en Russie

Maison des Artistes, Grand'-Place 19 — BRUXELLES.

A l'Opinion Révolutionnaire Mondiale

Alors que la répression contre les éléments révolutionnaires, dans les pays capitalistes et fascistes, provoque de légitimes protestations, on paraît ignorer le sort misérable, sinon le calvaire, de beaucoup de révolutionnaires authentiques en Russie.

Devant la vague de répression sans cesse grandissante en Russie et visant particulièrement des militants dont la sincérité révolutionnaire et le désintéressement sont incontestables, un « *Comité international contre la répression antiproletarienne en Russie* » a été constitué.

Il entend dénoncer au monde révolutionnaire international les actes odieux d'un gouvernement dictatorial qui, au mépris de l'esprit de la Révolution d'Octobre, se maintient au pouvoir en exerçant la terreur policière. Celle-ci, loin de défendre un régime socialiste, sert *au contraire* à prévenir l'explosion protestataire et légitime d'un peuple contre la détresse matérielle et le despotisme.

Profitant d'un acte individuel dont fut victime Kirov, le gouvernement russe accentue violemment la répression. Selon les communiqués officiels russes, moins de 48 heures après la mort de Kirov, plus d'une centaine de personnes étaient fusillées, sans qu'évidemment une instruction sérieuse eût pu être menée. On constate que cette répression n'atteint guère les derniers représentants de la bourgeoisie et de l'aristocratie russes, mais frappe surtout les éléments restés réellement fidèles à la révolution.

Parmi les *milliers* de nouvelles victimes, socialistes de gauche, oppositionnels communistes, anarchistes, se trouvent entre autres :

SANDOMIRSKI, ancien militant anarchiste, bagnard politique sous le tzarisme, ferme soutien de la politique bolchéviste au temps où elle avait encore quelque souci de représenter la révolution socialiste ;

NOVOMIRSKI, également prisonnier politique sous le tzarisme, brillant publiciste, consacrant le meilleur de son talent à la « Grande Encyclopédie Soviétique » et dont le seul crime consiste dans le refus de renier ses convictions libertaires ;

ASKAROV, prisonnier politique sous le tzarisme comme les précédents, prit une part particulièrement active à la révolution d'Octobre et connut déjà à plusieurs reprises les rigueurs de la répression gouvernementale.

Fait plus grave encore, au pays où soi-disant s'édifie le socialisme, au pays si souvent présenté comme la patrie des travailleurs du monde, les gouvernants n'hésitent pas à étendre leurs persécutions aux réfugiés politiques étrangers ayant eu le malheur de croire au droit d'asile qui leur était offert. La réaction frappe implacablement ces militants, sans égard pour leur irréprochable passé

révolutionnaire. Citons quelques cas dans le nombre :

GAGGI, militant anarchiste italien du bassin minier du Val d'Arno, réfugié en Russie depuis *treize ans*, pour échapper à une condamnation de trente ans de prison en Italie fasciste, séquestré depuis le 4 janvier dernier dans les geôles russes ;

CALLIGARIS, communiste oppositionnel, très souvent condamné en Italie, réfugié en Russie après trois ans de déportation aux Iles ; le voici cette fois dans les cachots du Guépéou ;

MERINI, ex-représentant des Jeunesses Communistes au Comintern, a subi la prison et la déportation pour son activité illégale en Italie ; il reprend son calvaire de prisonnier au pays où ses camarades de parti détiennent le pouvoir.

Tous ces camarades, comme des centaines d'autres, sont arrêtés et emprisonnés sans qu'il soit possible d'obtenir le moindre éclaircissement sur leur sort et sur l'inculpation dressée contre eux. Eux-mêmes sont dans l'impossibilité de faire valoir la moindre défense, étant donné que leur destin dépend uniquement de la décision sans appel des fonctionnaires du Guépéou qui statue sans entendre ni plaider, ni témoignage.

A considérer la violence du renouveau de la répression, on est en droit de se demander ce que vont devenir ceux qui depuis longtemps sont la proie de la pseudo-justice gouvernementale. Elle ne manquera certes pas d'exercer sur eux de ruelles représailles. Que va devenir PETRINI, le rebelle anarchiste d'Ancone, exilé à Astrakan ? Que va devenir l'écrivain prolétarien Victor SERGE, déporté dans les steppes neigeuses d'Orenbourg ?

Vous tous qui partagez notre anxiété, joignez-vous à notre action pour réclamer non seulement la libération des victimes actuelles, mais encore pour empêcher à jamais pareilles exactions, en revendiquant :

- 1) *L'abolition des condamnations administratives* (c'est-à-dire sans aucune garantie de défense).
- 2) *L'amnistie générale pour tous les révolutionnaires emprisonnés.*
- 3) *La liberté pour ceux-ci, nationaux ou étrangers, de quitter le territoire russe.*

A déclencher une telle campagne, les signataires ne se dissimulent pas qu'elle suscitera de graves dissensions au sein du mouvement révolutionnaire. Mais nous sommes obligés de recourir à un geste protestataire, car nous ne pouvons abandonner de dignes camarades dont nous sommes solidaires. Et nous en rejetons toute la responsabilité sur le gouvernement russe.

C'est pourquoi nous vous demandons :

Appuyez notre Action !

Apportez-nous votre aide effective !

Les « Lois scélérates » en action

La Revue Anarchiste poursuivie

UN APPEL DES AMIS DE LA REVUE :

Nous informons les abonnés, les amis, les sympathisants, les lecteurs habituels, tous ceux qui s'intéressent à la *Revue Anarchiste*, que cette dernière est l'objet de poursuites judiciaires. Les « lois scélérates » (1893 et 1894) jouent contre elle.

Fortin et Pacos — ce dernier en tant que gérant — sont inculpés, suivant la formule classique, de provocation au meurtre, au pillage, etc... « dans un but de propagande anarchiste ».

Le prétexte est fourni par un petit article de Fernand Fortin, intitulé *Mon point de vue*. (Au-

tour de la propagande par le fait) et inséré à la page 21 du numéro 22.

Comme le prochain numéro ne sortira qu'en juin, nous avons tenu malgré les frais supplémentaires, à mettre dès maintenant les camarades au courant de la situation. Si du nouveau survient d'ici la parution du prochain numéro, nous pensons que la presse amie voudra bien le communiquer.

Ajoutons que notre bonne camarade Suzanne Lévy a accepté d'assumer la défense.

La meilleure réponse à des attaques qui visent la parution de la *Revue Anarchiste* (ainsi que la

liberté de ses animateurs) est de l'aider carrément.

Prenez des abonnements de souscription à 5 et 10 exemplaires, que vous placerez autour de vous ;

Pensez à la souscription permanente ;

Commandez des invendus et des collections ;

Dans chaque ville, créez ou secondez « Les Amis de la R. A. ».

Par tous les moyens, hâtez le règlement de l'arriéré chez l'imprimeur et facilitez la parution des prochains numéros.

Savoir que la R. A. pourra vivre sans trop de difficultés sera pour les camarades inquiétés, le plus précieux des réconforts.

Les Amis de la Revue Anarchiste
(Paris).

LE TEXTE POURSUIVI :

Les lignes qui ont servi de base à l'inculpation de Fortin et Pacos sont les suivantes :

CELUI QUI abat le mouchard ;

casse la figure à l'individu qui l'a injurié ou frappé ;

supprime le patron ou le fonctionnaire syndical (souvent il n'est pas grande différence entre les deux) qui l'empêche de se procurer le plus strict nécessaire et d'user de l'élémentaire « droit » au travail lui permettant de subsister ;

CELUI QUI refuse de s'associer aux massacres organisés par les capitalistes ;

CELUI QUI, s'insouciant de l'opinion publique, vit comme bon lui sied, à sa façon ;

CELUI QUI, malgré les règles et les dogmes établis, pratique l'amour sans s'embarrasser de préjugés, n'accapare pas exclusivement une femme et couche avec celles des voisins accapareurs ;

CELUI QUI, dénué de tout, casse la vitrine du boulanger pour prendre le pain qui calmera sa faim ou force un coffre-fort pour s'en approprier le contenu et l'employer intelligemment ;

CELUI QUI accomplit une ou plusieurs de ces actions est, pour moi, un propagandiste par le fait. F. F.

COMMENTAIRES DE L'AUTEUR :

Deux remarques seulement :

1° Je revendique l'entière responsabilité de ce que j'ai écrit ;

2° En ce qui me concerne — et je veux croire qu'il en sera de même du camarade Pacos — je ne m'indignerai pas de ces poursuites et ne pleurnicherai point : ces accroc sont des accidents de travail, des risques du « métier ». La Société est la plus forte : elle a donc le droit de frapper. Mais faut-il encore, quand on veut condamner quelqu'un, *sauver tout au moins les apparences*. Et les magistrats ne les sauveront pas, s'ils condamnent en de telles circonstances. Evidemment, j'ai bien écrit ce que l'on poursuit et je ne le renie point : mais je n'ai fait ni apologie, ni provocation : j'ai fait une constatation, j'ai défini celui que, à mon avis, je considérais comme un propagandiste par le fait. *Je n'ai point écrit qu'il agissait bien ou qu'il agissait mal.*

Connaissant la sévérité des lois en matière de presse, je fais toujours très attention à ne pas écrire quelque chose légalement poursuivable, estimant, à juste titre, que ma place est plutôt au soleil que dans une prison.

« Vous approuvez intérieurement » me diront certains ? Pardon ! On peut me condamner — légalement s'entend — sur ce que j'écris et non pas sur ce que je pense.

D'autres rétorqueront : « Vous êtes anarchiste et les juges doivent vous condamner : d'autant plus que vous aviez publié plus haut la ferme déclaration de Ravachol — déclaration si peu connue ».

Peut-être ! Mais alors, c'est une autre histoire ! (Mai 1935). Fernand FORTIN.

Fleurs cueillies au jardin de la pensée

L'Hôpital

L'hôpital est dans l'esprit de la solide bourgeoisie, « le couronnement » naturel et d'une vie désintéressée de poète et d'une vie laborieuse de pauvre homme. Ceux qu'on n'a pu jeter dans les bagnes ou faire crever de faim sur la paillasse, on les envoie là finir leurs tristes jours. La civière, les râles et les crachats de la salle commune, les expériences de fer et de poison, l'amphithéâtre, le lit de chaux : voilà ce que réservent ceux qui restent debout à ceux qui tombent.

L'hôpital, tel qu'organisé par les sociétés modernes, est une prison pour malades et un laboratoire pour médecins. Parmi les gardiens et les opérateurs, il en est de pitoyables ; il en est de féroces ; mais les uns comme les autres doivent songer qu'ils sont d'abord les régents et les professeurs d'une école : le malade est le livre qu'on ouvre à la curiosité des carabins.

A Paris, l'hôpital est la terreur du pauvre. Entre malheureux on se conte des légendes. Presque toutes les filles publiques jetées à l'hôpital en sortent le ventre barré d'une large couture : on les fend pour essayer sur de la chair, prostituée même au bistouri, de lucratives opérations. Mais que les belles dames y songent, qui sont gênées par leurs ovaires : cela déforme et cela marque ; on n'est plus propre qu'aux adultères de coupé ou de canapé, en toilette de ville. Qu'elles se fassent tailler : elles sont maîtresses de leurs corps. Il ne

faut demander aux médecins que le respect de la chair pauvre et sans défense.

L'hôpital devrait être le prolongement du logis, une chambre seulement plus calme, plus claire, plus saine, et le malade traité non comme un prisonnier, mais comme un voyageur. Oui, une grande hôtellerie de la souffrance et le malade un hôte et l'objet de toutes les attentions, un être humain maître de sa demeure passagère et non pas le numéro sinistre sous lequel les gens à pendules et à bronze d'art sourient que meurent les vieilles gens dont ils ont dévoré la vie. Mais je n'attends rien de tel, ni d'aujourd'hui, ni de demain. Peut-être un jour l'individu se respectera-t-il assez pour être en droit d'exiger qu'on le respecte lui-même, jusqu'en ses caprices, jusqu'en des fantaisies d'enfant malade. Si, au lieu d'être des états, les sociétés étaient ce que dit le mot : des associations, on pourrait espérer beaucoup et tenter beaucoup ; l'Etat est la faux qui fauche, sitôt sortie de terre, l'herbe des bonnes volontés.

Demain, c'est peut-être le « socialisme », la torpeur, la fin de toute énergie, de toute initiative, de toute liberté...

Mais se vouloir libre, c'est se faire libre. La pensée est plus forte que tout. Il faut toujours dire ; il faut même crier : peut-être qu'au loin un cerveau, comme une cloche, va sonner à l'unisson.

RÉMY DE GOURMONT (*Le Chemin de Velours*).

Liberté !

J'étais tout enfant quand je vis pour la première fois à Paris une revue militaire de la plus grande envergure. On était alors en pleine période revancharde ; les manifestations patriotiques se succédaient ; Déroulède et le général Boulanger, caracolèrent, le premier sur ses poèmes guerriers, et le second sur la peau de tigre de son cheval noir, peau de tigre qui devait bientôt, comme on sait, se changer en descente de lit après le dégonflage de son cavalier. Et pour bien démontrer la puissance de la France et « les amitiés coloniales qu'elle s'était acquises », on ne manquait jamais d'exhiber à chaque revue quelques chefs arabes, objet de la curiosité du public et des œillades des femmes. Ils étaient vraiment magnifiques sous leurs costumes, et je soumettais ma cervelle d'enfant à un rude effort pour me persuader que l'Histoire de France qu'on m'enseignait ne mentait point. Eh ! quoi, pensai-je, sont ce donc là ces pillards redoutables, ces corsaires, ces pirates qui justifiaient la conquête de l'Algérie ? Et voyant que la plupart portaient la croix de la légion d'honneur, je demandais à mon père pourquoi on les avait décorés.

Mon père me regarda alors avec étonnement et me répondit : « Ils étaient nos ennemis, mais maintenant ils se sont rendus ; ce sont les amis de la France, c'est pourquoi on les a mis à l'honneur ».

Cette explication me donna satisfaction jusqu'au jour où notre professeur, après une digression patriotique à propos de 1870, nous expliqua ce que c'était que la Patrie, et ajouta : *Tous ceux qui renient leur Patrie sont l'opprobre des Hommes !*

Je me remémorais alors les chefs arabes, si bellement décorés pour s'être bien rendus et je hasardais une objection qui me valut une punition sévère, mais toujours sans explication. Ce ne fut que beaucoup plus tard que je constatais que le patriotisme, loin d'être tenu pour une vertu universelle, est considéré, d'ici, comme un devoir, et de là, comme un crime. Et ce ne fut que longtemps après encore que j'appris que les revendications des opprimés, quels qu'ils soient, sont dénommés par leurs maîtres, révoltes, émeutes, insurrections, et châtiées par les lois les plus sévères.

Cette vérité est maintenant une évidence pour de nombreuses minorités éparses dans tous les peuples. Quand cette évidence éclatera aux yeux des majorités, le mot patriotisme tombera en désuétude et les mauvais bergers ne pourront faire marcher les hommes sous les plis d'un drapeau national, pas plus que les mauvais pasteurs ne pourraient actuellement les faire battre sous l'égide d'une bannière religieuse. Mais encore faut-il que les opprimés eux-mêmes n'invoquent pas ce mot de patriotisme pour faire triompher leurs justes revendications, car en combattant pour un mot, on renforce la valeur de ce mot. Les déshérités, tous ceux qui peinent et tous ceux qui souffrent, tous les adversaires d'un régime que les événements condamnent chaque jour, doivent se rallier sous un seul mot : Liberté ! Ce mot-là, on peut sans hésiter, et toujours, en augmenter la valeur ; à lui seul, il est tout un programme, il contient toutes les aspirations matérielles et morales de l'individu, du travailleur manuel et de l'intellectuel ; il réunit tous les Hommes dignes de ce nom, et il porte de soi-même l'effroi parmi toutes les dictatures. Il a toujours existé, mais il est toujours neuf et, mot de la veille il sera encore, et toujours, le mot du lendemain. C'est parfois une torche ; c'est toujours une lumière dans les ténèbres où se débat l'Humanité.

Et il a tant de puissance destructrice, il peut si magnifiquement éclater, que nos maîtres, après l'avoir escamoté aux révolutionnaires de 93 et n'osant pas encore le rayer du Dictionnaire de l'Académie, l'ont accroché bien haut au fronton de leurs monuments, de peur que les peuples ne viennent l'y arracher !

AURÈLE PATORNI.



Flammes de Révolte

Le Mal

Tandis que les crachats rouges de la mitraille
Sifflent tout le jour par l'infini du ciel bleu,
Qu'écarlates ou verts, près du Roi qui les raille,
Croulent les bataillons en masse dans le feu ;

Tandis qu'une folie épouvantable broie
Et fait de cent milliers d'hommes un tas fumant,
— Pauvres morts dans l'été, dans l'herbe, dans ta joie,
Nature, ô toi qui fis ces hommes saintement ! —

Il est un Dieu qui rit aux nappes damassées
Des autels, à l'encens, aux grands calices d'or,
Qui dans le berceement des hosannas s'endort

Et se réveille quand des mères, ramassées
Dans l'angoisse et pleurant sous leur vieux bonnet noir,
Lui donnent un gros sou lié dans leur mouchoir.

(Octobre 1870).

Le Dormeur du Val

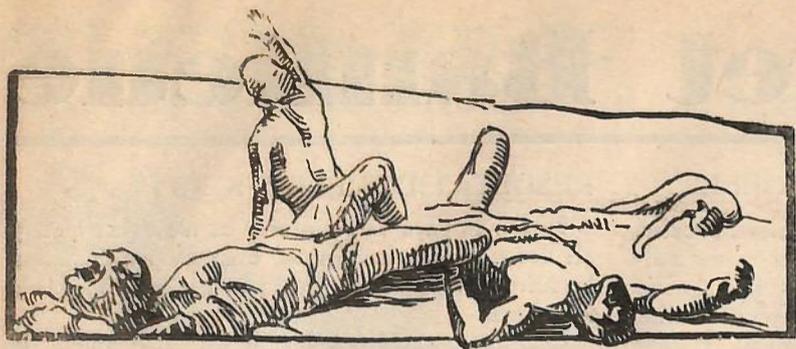
C'est un trou de verdure où chante une rivière
Accrochant follement aux herbes des haillons
D'argent, où le soleil, de la montagne fière,
Luit ; c'est un petit val qui mousse de rayons.

Un soldat jeune, bouche ouverte, tête nue
Et la nuque baignant dans le frais cresson bleu,
Dort : il est étendu dans l'herbe, sous la nue,
Pâle dans son lit vert où la lumière pleut.

Les pieds dans les glaïeuls, il dort. Souriant comme
Sourirait un enfant malade, il fait un somme.
Nature, berce-le chaudement : il a froid !

Les parfums ne font pas frissonner sa narine ;
Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine
Tranquille. Il a deux trous rouges au côté droit.

Arthur RIMBAUD.



LA COMMUNE

en Province

vue par Louise Michel

Des secousses, pareilles à celles qui agitent les membres de quelqu'un frappé mortellement en pleine vie, se firent sentir longtemps dans les grandes villes après que le mouvement y eût été saigné à la gorge.

De nombreux documents existent sur les soulèvements de Bordeaux, Montpellier, Cette, Béziers, Clermont, Lunel, l'Hérault, Marseillan, Marsillargues, Montbazin, Gigan, Maurassan, Abeilhan, Villeneuve-les-Béziers, Thilbéry.

Toutes ces localités et nombre d'autres avaient envoyé des délégués à un congrès général qui devait s'ouvrir le 14 mai, au Grand Théâtre de Lyon.

Des lettres de réprobation furent envoyées à Versailles par les villes de province. On sait les noms de Grenoble, Nyons, Mâcon, Valence, Troyes, Limoges, Pamiers, Béziers, Limoux, Nîmes, Draguignan, Charolles, Montélimar, Vienne, Agen, Beaune, Roanne, Lodève, Tarrare, Châlons.

Malon, bien informé, comptait par milliers les lettres indignées de province à la ville maudite.

En apprenant la nomination de la Commune de Paris, le Mans se leva. Deux régiments de ligne envoyés de Rennes et des cuirassés appelés pour écraser les manifestants, fraternisèrent avec eux.

A SAINT-ETIENNE

Malgré les épouvantables répressions de Marseille, Saint-Etienne se leva.

Le préfet de Lespée y rétablit d'abord l'ordre à la façon d'Espivent, on cita de lui cette phrase : « Je sais ce que c'est qu'une émeute : la canaille ne me fait pas peur ! »

La canaille, comme il disait, la connaissait si bien, qu'ayant momentanément repris Saint-Etienne, elle le fit arrêter et conduire à l'Hôtel-de-Ville où sa mort arriva dans des circonstances inattendues.

De Lespée avait été confié à deux hommes, nommés l'un Vitoire, l'autre Fillon ; ils devaient simplement veiller sur lui.

Vitoire était une sorte de Girondin, Fillon au contraire était si exalté, qu'il s'était mis deux écharpes, souvenirs de luttes passées, l'une autour de la taille, l'autre flottant à son chapeau.

Bientôt, une discussion s'éleva entre Vitoire qui cherchait à excuser le préfet, et Fillon, qui citait le propos tenu par de Lespée.

Vitoire continuant à soutenir de Lespée, Fillon, hors de lui, tira un coup de revolver à Vitoire, un autre au préfet, et reçu lui-même un coup de fusil d'un des gardes nationaux accourus au bruit. — Il avait tant vu trahir, le pauvre vieux, qu'il en était devenu fou, ne s'imaginant partout que trahisons.

La mort de Lespée fut reprochée à tous les révolutionnaires, celle de Fillon à son meurtrier.

Etant, il y a quelques années, en tournée de conférences, d'anciens habitants de Marseille me racontèrent avoir été frappés comme d'une vision, lorsque le vieux Fillon, en avant de tous, marchait à l'Hôtel-de-Ville, son écharpe rouge flottant à son chapeau, ses yeux lançant des éclairs.

La bouche largement ouverte, jetant par dessus tout ces cris qu'on entendait au loin : « En avant ! En avant la Commune ! la Commune ! » déjà c'était un spectre, celui des repréailles.

Les mineurs remontés des puits s'étaient joints au soulèvement, mais ce ne fut point la garde nationale qui maintint la sécurité dans la ville ; l'ordre fut fait par la mort.

AU CREUSOT

Au Creusot, le soulèvement avait eu lieu avant la Commune de Paris. Il commença par un guet-apens, contre les ouvriers sur la route de Montchanin, où à chaque révolte ils se rendaient d'abord pour avertir leurs camarades.

Des individus suspects ayant été vus sur la route, en voulant se rendre compte, quinze hommes y furent tués par l'explosion d'une bombe qui y avait été placée : c'est ainsi que le gouvernement pensait avoir arrêté le mouvement.

Le Creusot s'éveilla, à la nouvelle du 18 mars ; une première fois les troupes furent retirées : Faites votre Commune, avait dit le commandant. Le Creusot se mit en fête, criant : Vive la République ! Vive la Commune !

Alors, la troupe, revenue en plus grand nombre, dissipa les manifestants qui, cependant, purent faire prisonniers des agents de Schneider, qui se mêlaient dans leurs rangs, en criant : Vive la guillotine ! Ils avouèrent leur mission d'agents provocateurs.

Les révolutionnaires du Creusot envoyèrent des délégués à Lyon et à Marseille, où régnait une grande agitation.

A LIMOGES

A Limoges, le 4 avril, les soldats d'un régiment de ligne qui y étaient casernés ayant reçu l'ordre d'aller renforcer l'armée de Versailles, la foule les conduisit à la gare et leur fit jurer de ne pas s'employer à l'égolement de Paris. Ils le jurèrent en effet, et remirent leurs armes à ceux qui les accompagnaient, puis retournèrent à la caserne, où devant leurs officiers la ville toute entière leur fit une ovation.

Les autorités se réunirent à l'Hôtel-de-Ville, et le préfet étant en fuite, le maire se chargea de la répression. Il ordonna aux cuirassiers de s'emparer du détachement qui refusait d'obéir, et de charger la multitude. Alors le combat s'engagea, et bientôt devint terrible. Le parti de l'ordre, en force, eut la victoire, mais le colonel des cuirassiers et un capitaine furent tués.

A NARBONNE

Narbonne alors se leva. Digeon, caractère de héros, avait entraîné la ville.

Une première fois les soldats sont, eux aussi, entraînés.

Raynal aîné, ayant été l'auteur d'une attaque de la réaction, est pris comme otage.

La proclamation de Digeon se terminait ainsi : « Que d'autres consentent à vivre éternellement opprimés ! qu'ils continuent à être le vil troupeau dont on vend la laine et la chair ! »

« Quant à nous, nous ne désarmerons que lorsqu'on aura fait droit à nos justes revendications, et si on a recours encore à la force, pour les repousser, nous le disons, à la face du ciel, nous saurons les défendre jusqu'à la mort ! »

La ville de Nevers envoya à la Commune un manifeste demandant, avec l'union indissoluble entre Paris et la France, la prompte dissolution et au besoin la déchéance de l'Assemblée de Versailles, dont le mandat était expiré.

Brave Digeon ! il avait vu tant de choses, qu'au retour de Calédonie nous l'avons retrouvé anarchiste de révolutionnaire autoritaire qu'il avait été,

sa grande intégrité lui montrant le pouvoir comme la source de tous les crimes entassés contre les peuples.

LA COMMUNE DE 1871 ET L'ALGERIE

Dans un système d'administration sociale basé sur le fédéralisme et la liberté, il n'y a plus ni colonie ni métropole, ni dirigeants ni subalternes ; ni sacrificateurs ni sacrifiés. La liberté de chacun se réalise dans l'égalité de tous, car il n'y a pas de liberté pour le peuple qui en opprime un autre. Ainsi se trouve résolu le contraste des nations, des civilisations et des races : dans une émulation fraternelle vers le progrès.

C'est ce qu'avait compris les travailleurs algériens dont les délégués à la Commune de Paris donnaient leur adhésion au mouvement émancipateur par l'adresse suivante, en date du 28 mars 1871 :

A la Commune de Paris
La Commune de l'Algérie.

Citoyens,

Les délégués de l'Algérie déclarent au nom de tous leurs commetants adhérer de la façon la plus absolue à la Commune de Paris.

L'Algérie toute entière revendique les libertés communales.

Opprimés pendant quarante années par la double concentration de l'armée et de l'administration, la colonie a compris depuis longtemps que l'affranchissement complet de la Commune est le seul moyen pour elle d'arriver à la liberté.

Alexandre LAMBERT, Lucien RABUEL,
Louis CALVINHAC.

DE LA COMMUNE A L'ANARCHISME

La fatalité qui pesa sur la Commune, et qui l'empêcha seule de devenir universelle, fut qu'elle était encore, malgré toutes ses intentions fédéralistes, un système de délégation politique. Par elle, le peuple travailleur reportait naïvement sur les épaules de ses hommes de confiance la tâche qu'il était seul à pouvoir remplir, celle de déraciner chez lui l'esclavage et la misère et d'ouvrir les portes à l'émancipation universelle. Cette tâche, comme le constate Louise Michel en une page d'une clairvoyance inoubliable, aucun pouvoir spécial n'est à même de lui faire face :

Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose, ç'eût été la Commune composée d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté, qui tous, de la veille ou de longtemps, avaient donné d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir, incontestablement, les annihilait, ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice : ils surent mourir héroïquement.

C'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste.

A la place du « pouvoir » qui implique l'existence d'un gouvernement chargé de recueillir les vœux des populations, d'y faire droit et de mettre en œuvre le travail et la richesse du peuple, en distribuant des faveurs et des ordres, les anarchistes préconisent « l'action directe ». L'action directe remet à chacun de nous le soin de pourvoir à ses destinées, en libre accord avec ceux dont la solidarité nous est agréable ou nécessaire, et sans rien attendre du ciel, de l'Etat ou de ses tribuns.

Travail typographique exécuté en camaraderie et tirage sur les presses de l'Association Ouvrière « La Laborieuse », 7 rue J. B. A. Godin, Nîmes.
Le Gérant : PAUL ROUSSENG.

Page de Paris et Banlieue

ESPOIR

Ici s'élevait le château ; il ne reste que quelques ruines informes, pierres qui font corps avec le roc et d'autres très lourdes que dépassent les ronces ou les fougères.

Ici s'élevait le château où habitait le seigneur dont la puissance s'étendait sur tous les bois, sur toutes les terres, sur toute la vallée que domine le coteau.

Et il ne reste que quelques ruines dans les herbes folles, que des pierres sèches et lavées par les intempéries, mornes comme des ossements, que les ans ont patinées.

Là était la puissance, là était la force. Mais les serfs, las d'être malheureux, ont chassé le seigneur, ont démoli le château, ont emporté les pierres pour bâtir des maisons.

Il ne reste ici que des ruines abandonnées où les revenants ne viennent plus, où des serpents rampant inquiets qui sortent leur langue fourchue.

Et je suis montée avide d'air pur et de solitude. Car en bas, le seigneur n'est plus, mais d'autres reptiles plus dangereux rampent, d'autres monstres d'acier ont rétabli une autre servitude.

Les hommes ont tué les rois, mais ils se sont donnés d'autres maîtres.

Le servage odieux continue et les hommes vivent dans les transes parce qu'ils ne voient plus le château qu'il faudrait démolir, ils ne voient plus les maîtres qu'il faudrait chasser.

Je suis montée assoiffée d'air pur — et malgré les ronces et les ruines, malgré les bêtes rampantes, malgré la désolation de ce lieu, il y fait bon.

Parmi les herbes sauvages, parmi les épines, j'ai découvert quelques pieds de violettes, petites fleurs fragiles qui ont poussé là, entre les vieilles pierres.

Tout n'est donc pas perdu...

Je vais redescendre dans la vallée, parmi la misère, parmi les scandales, parmi les crimes, dans la boue sociale, avec les hommes.

Je vais descendre rechercher les violettes qui y poussent peut-être.

MARYVONNE.

Note pour les camarades chômeurs... et les autres

Mettez à profit vos loisirs forcés ou libérés des occupations de la journée en cultivant votre esprit de toutes choses utiles à vos besoins et à vos goûts.

Paris offre à qui veut s'instruire, connaître, comprendre, des ressources de lecture, de documentation, d'esthétisme, nombreuses, peu ou point coûteuses et presque introuvables ailleurs. Pour en bénéficier, il n'est simplement que de le vouloir. Voici une liste — à compléter — des bibliothèques publiques dignes de votre fréquentation :

« La Nationale », rue de Richelieu. Ouverte tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, de 9 h. à 18 h. 4.500.000 imprimés. Entrée libre et gratuite.

« Sainte-Geneviève », place du Panthéon, ouverte tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, de 10 h. à 22 h. (sans interruption). 500.000 imprimés. Aucune formalité.

« Mazarine », 23, quai Conti. Tous les jours et idem, de 10 h. à 17 h. 300.000 imprimés. Accès à tous.

« Forney », 18, rue Titon, (12^e). Bibliothèque spécialisée dans les ouvrages de toute la technique des arts et des métiers. De 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h., tous les jours.

« Fessart », rue Fessart, (19^e). Fonds divers de moyenne importance et qualité. Tous les jours de 14 h. à 18 h. et de 20 h. à 22 h.

Les deux dernières bibliothèques accordent le prêt des livres à domicile, sous caution de domicile et garantie d'argent.

Pour le surplus (très vaste) consulter le Bottin, tome III.

LETTRÉ D'UNE MÈRE DE FAMILLE

Je ne puis comprendre qu'entre ouvriers, il existe de la jalousie et de la haine, alors que si les malheureux voulaient s'entraider, ne pas se mépriser mutuellement, s'unir enfin dans une large cordialité, ils feraient échec à la politique intéressée de ceux qui profitent de leur division.

Du côté des riches, il y a entente ; du côté de nous des pauvres par contre, c'est la désunion.

Je m'exprime comme je sais. Je n'ai pas usé mes robes sur les bancs du « bachot ». Vous comprendrez cependant que, placée dans la catégorie des victimes, dans une lutte incessante contre la misère, je veuille et je désire que tous ceux des nôtres réalisent entre eux la famille commune, sous le signe de la fraternité du cœur et de l'esprit.

Sans doute, mon souhait n'est point viable, mais moi femme, je sais que si vous le vouliez, vous seriez assez forts pour pouvoir lutter et changer la face de ce monde si malheureux. Par l'union des travailleurs, des exploités, des faibles, que ne nous pourrions pas espérer en vue de tant de belles et humaines choses ! En attendant que ce rêve devienne réalité, cultivons notre idéal de justice et d'amour : les jeunes qui nous continueront s'en inspireront, c'est là notre consolation.

Je voudrais aussi que les femmes, toutes les femmes, entrent dans la mêlée, avec leur sensibilité, leur sens aigu du réalisme quotidien, avec leurs idées bonnes ou mauvaises, mais résultant d'une volonté décidée d'action pour un monde meilleur.

Merci à ceux ou celles qui, me lisant, comprendront ma pensée. Elle n'est pas d'une plume intellectuelle : pourtant, elle dit que toute femme aimante vit pour tous les hommes et leurs petits.

M^{me} NICOLAY.

LES CONTES DE JANNIC : LOURDES.

Monsieur le curé n'en mène pas large ; une sciatique persistante l'immobilise depuis 15 jours au presbytère.

Quinze jours sans sortir, en hiver, quand il neige où qu'il gèle, dans un bon fauteuil, près d'un feu de bois, avec un bon livre, ça peut se supporter, mais quand le printemps fait renaître la nature, que les arbres verdissent, que les chemins sont si jolis autour du village, avec leurs pommiers en fleurs, on a beau avoir la sérénité que donne la foi à ses serveurs, il est dur de rester enfermé quand il fait si bon dehors.

En un mot, Monsieur le curé est furieux ; sa vieille bonne qui vaque aux soins du ménage, ne sais que lui dire pour le remettre de bonne humeur ; elle voudrait le distraire à tout prix, car ce n'est pas drôle, que d'entendre bougonner pendant toute la journée.

Vous feriez peut-être bien d'aller à Lourdes, Monsieur le curé, lui dit-elle, il va y avoir un grand pèlerinage et de grandes fêtes pour la venue du légat de Sa Sainteté et ça vous guérirait peut-être votre sciatique.

A Lourdes ? répond rageusement, en sursautant dans son fauteuil, Monsieur le curé qui, décidément, n'est pas en ses bons jours. A Lourdes ? Mais c'est à Lourdes que je l'ai attrapée, ma sciatique !

JANNIC.

AUX BONS SOINS DES AMIS

Le Groupe indépendant du 20^e, soucieux de « se mettre dans ses meubles », recherche petit local dans quartiers Ménilmontant, Belleville ou voisinage avec Parmentier. Conditions à remplir : d'un accès facile, aéré, possibilité eau et chauffage à feu, d'un prix annuel ne dépassant pas 1.000 frs.

Communiquer renseignements à Ch. MARCHAL, 89, rue d'Angoulême, (11^e).

Merci...

RESULTAT DES ELECTIONS

Enfin, le pays va respirer ; ce n'est pas qu'il y ait beaucoup de changement, c'est un peu comme à la foire, on en change quelques-uns et l'on garde les autres.

Quoique nous apprécions à sa juste valeur le geste d'introduire dans une boîte un rectangle de papier, nous nous devons de faire un tour d'horizon.

Les candidats de toutes tendances se sont appliqués à se dénigrer mutuellement mais aucun d'eux n'a parlé sérieusement de la situation que nous préparent nos gouvernants.

Et pourtant !

Demain dévaluation, donc augmentation de misère pour la masse travailleuse —

Mais le prolétaire a voté communiste.

La guerre menace, les traités sont passés, comme en 1914, avec la Russie et d'autres puissances, c'est le prolétaire qui fait la guerre.

Farouchement, il a voté communiste.

L'Etat ayant besoin de quelques milliards, va demander des impôts nouveaux.

Le contribuable prolétaire a énergiquement voté communiste.

Plutôt que de voter, ne ferait-il pas mieux de demander des comptes au sujet des Cent trente milliards engloutis de 1919 à 1934 par les divers budgets de la guerre ?

Ne ferait-il pas mieux de s'intéresser aux emprunts qui font suite aux voyages de nos Ministres à l'Etranger ?

Où de demander pourquoi les bons républicains expulsent les prolétaires étrangers antifascistes et ouvrent leurs bras aux rois détrônés.

Mais s'il était capable de se poser ces questions, il ne participerait pas à cette ridicule comédie. Ni à d'autres farces, encore plus sinistres, qui, un jour prochain, pourraient lui procurer un funeste réveil.

LAURENT.

L'ECONOMIE

DANS UNE COQUILLE DE NOIX

— Y a-t-il quelque chose à manger ?

Oui.

— Ces hommes mangeront-ils ?

Non.

— Pourquoi ?

Parce qu'ils n'ont pas d'argent pour acheter de la nourriture.

— Pourquoi n'ont-ils pas d'argent ?

Parce qu'ils sont sans travail.

— Pourquoi sont-ils sans travail ?

Parce qu'il y a surproduction de tout.

— Voulez-vous dire qu'ils ne peuvent manger parce qu'il y a trop à manger ?

Oui.

— Etes-vous un sombre idiot ?

Non, Monsieur... je suis un économiste distingué.

(Traduit de FREEDOM).

PRECIS DE L'ECRIT LIBRE A PARIS :

Le Libertaire.

La Conquête du Pain, publie actuellement en feuilleton : L'Entraide, argument magistral de « l'optimisme social » de Kropotkine.

La Revue Anarchiste, originale et indépendante.

La Grande Réforme, organe de la morale et de l'hygiène sexuelles rationnelles, dont l'éloge ne serait plus à faire si trop d'entre nous ne le méconnaissaient.

La Patrie Humaine, le grand hebdomadaire du pacifisme intégral.

La Clameur, fondée par un groupe d'intellectuels-pacifistes.

Mention spéciale : *Le Canard Enchaîné*, volatile satirique et spirituel sans fil à la patte.